

Pénurie d'enseignants : des mamans d'élèves et des plombiers appelés pour... remplacer des profs !

Faute d'enseignants disposant du titre adéquat, des écoles se rabattent sur des profils moins qualifiés pour donner cours..

Maïli Bernaerts

Loin de s'améliorer, la pénurie d'enseignants dénoncée de longue date par les organisations syndicales et les associations de parents semble s'accroître. Ce problème structurel, que viennent aggraver les absences cycliques pour maladie ont des répercussions concrètes sur l'organisation des écoles et les apprentissages des enfants.

"Depuis plusieurs années, on constate qu'on manque de professeurs de plus en plus tôt dans l'année scolaire. D'habitude, la pénurie commence à se marquer après les vacances de Noël, où les absences explosent. Mais maintenant, on constate que la situation est déjà problématique après les congés de Toussaint dans un certain nombre d'établissements", explique Roland Lahaye, président de la CSC-Enseignement.

Un constat que dresse également la Fapeo (Fédération des associations de parents de l'enseignement officiel), qui parle de "scolarité à trous." "Beaucoup de parents nous alertent sur la question. Ils ont le sentiment que la situation s'aggrave. Nous avons lancé une enquête pour voir si cela se confirme. Ce que nous voulons mesurer, c'est l'impact de cette pénurie sur les élèves et avoir une idée du nombre d'heures de cours qu'ils manquent faute d'enseignants car en général, quand des indicateurs sont donnés sur la pénurie, ils le sont du côté des enseignants", explique Véronique de Thiers, responsable de la régionale bruxelloise de la FAPEO.

Pour limiter la casse pour les élèves et éviter qu'ils ne passent de (trop) nombreuses heures à la salle d'étude, les écoles doivent faire preuve de créativité. "C'est le règne de la débrouille. Certains établissements ratissent large pour garantir une présence dans les classes", déplore Roland Lahaye, président de la CSC-Enseignement. Faute d'enseignants disposant du titre requis, par exemple de géographe pour enseigner la géographie, les écoles doivent se résoudre à combler les trous en engageant des personnes qui n'ont pas toujours les qualifications optimales, voire dans les cas extrêmes, pas de qualification du tout. "Une école va d'abord choisir une personne qui a le titre correct par rapport à la branche, le but n'est pas de trouver un incompetent mais à un moment donné, vous n'avez pas d'autre choix que de demander l'autorisation d'engager un prof qui n'a pas le titre requis", complète Alain Koeune, président de la FEADI (Fédération des associations de directions de l'enseignement catholique).

"N'importe qui peut se retrouver devant une classe"

Une situation que dénonce Joseph Thonon, président de la CGSP-Enseignement "Dans une situation de pénurie, n'importe qui peut se retrouver devant une classe. On pourrait tout à fait imaginer qu'un plombier soit engagé pour remplacer un prof de français si l'école ne trouve personne d'autre. On compte sur l'intelligence des pouvoirs organisateurs pour ne pas prendre n'importe qui mais c'est une vraie question qui se pose dans les écoles : vaut-il mieux laisser les élèves seuls à l'étude ou engager quelqu'un qui n'a pas le diplôme requis? On a déjà vu des cas où ce sont des mamans d'élèves qui gardaient des classes, faute d'institutrices ou d'instituteurs. C'est un cas extrême mais ça arrive."

Laurent, papa d'une élève de troisième secondaire en a fait les frais. "La prof de français de ma fille doit s'absenter pour une longue période, sans doute en raison d'un burn out. La direction nous a indiqué par mail qu'elle était à la recherche d'un remplaçant mais qu'elle n'en trouvait malheureusement pas. Après deux ou trois semaines, l'école a finalement engagé quelqu'un dont la langue maternelle ne semble pas être le français : le prof cherche ses mots, fait des fautes de français... Je trouve ça interpellant", explique-t-il.

Toutes les matières ne sont pas touchées dans la même mesure. "On constate surtout des pénuries au niveau des professeurs de langues en primaire et en secondaire en français, néerlandais, anglais, sciences et dans les cours de pratique professionnelle", ajoute Etienne Michel, président du réseau libre. "On doit prendre la question très au sérieux. D'année en année, on va devoir gérer un point d'attention de plus en plus marqué. Une solution que nous proposons, c'est de permettre aux écoles de recourir à un régime d'experts comme en promotion sociale c'est à dire un système où on pourrait engager quelqu'un à durée déterminée pour une tâche définie", préconise-t-il.